

Frappé par le terrorisme, le Sommet sur les changements climatiques à Paris se heurte à d'autres graves défis



Par Guillermo Alvarado

Frappé par les attentats terroristes qui ont secoué Paris le 13 novembre et dont les répercussions sont toujours sensibles, le Sommet de l'ONU sur les changements climatiques, connu comme COP-21, garde les points fondamentaux à son ordre du jour au milieu d'un grand dispositif de sécurité. Mais il y a de grands défis qui risquent de porter tort aux résultats.

Les dangers les plus sévères contre la signature d'un accord global contraignant, c'est-à-dire, obligeant tous les signataires à l'observer, viennent des États-Unis. Et même si ces dangers ont été éclipsés par

l'avalanche de dépêches survenue à la suite des attaques du 13 novembre, ils ont provoqué un réchauffement des relations entre la Maison Blanche et le Palais de l'Élysée.

Tout a commencé lorsque le secrétaire d'Etat nord-américain, John Kerry, a déclaré au Financial Times que l'accord de Paris ne serait pas certainement un traité, encore moins d'observation et de vérification obligatoires, ce qui laisse sur la corde raide les engagements envers la réduction des émissions de gaz contaminants sur l'atmosphère.

John Kerry a ainsi lancé un seau d'eau froide à l'optimisme du président François Hollande pour qui l'obtention par la France d'un accord universel contraignant, capable de freiner le réchauffement de la terre est presque une question d'honneur.

Le secrétaire d'Etat américain a ouvert deux points d'interrogation avec ses déclarations au Financial Times. Primo, sur la nature juridique du document qui fera l'objet des débats au sommet à partir du 30 novembre et secundo, sur la portée des engagements à adopter à Paris.

En réalité, le président Barack Obama essaie d'éviter que le document de Paris ait la qualité d'un traité, parce qu'il serait ainsi obligé de le présenter au Congrès pour sa ratification et exposé à l'échec à cause de l'hostilité que les élus républicains, majoritaires au Congrès, ont manifesté à l'égard de ses intentions de réduire l'émission de dioxyde de carbone à l'atmosphère.

A la veille de la course électorale de 2016, c'est sûr que Barack Obama préfère éviter tout heurt avec le pouvoir législatif. C'est pourquoi il cherche à ce que le COP-12 se termine par un engagement partiel, qu'il serait à même d'adopter avec un ordre exécutif. Mais cela viderait de leur contenu, tous les efforts déployés pour arriver à Paris avec quelque chose de plus qu'une simple déclaration.

Un nouvel écueil est apparu il y a quelques jours seulement à la suite de l'annonce des essais réalisés par les Etats-Unis d'une nouvelle bombe atomique. Cela va sans dire que l'arme nucléaire et la protection de l'environnement sont des antonymes dans leur essence.

La question est: Comment un pays qui insiste sur le développement du plus grand cauchemar pour la préservation de l'espèce humaine va prendre un engagement sérieux envers le sommet contre le réchauffement global? Est-il possible être pyromane et pompier à la fois?

Le temps presse. Les effets des changements climatiques ne sont plus une possibilité mais une réalité et les populations du monde entier espèrent une plus grande responsabilité de leurs leaders, surtout dans les pays qui ont le plus de poids en ce qui concerne la détérioration de l'environnement.

Pourra le monde, au milieu des ténèbres de la terreur déclenchées par la stupidité des puissances occidentales, prendre des mesures assurant l'avenir de nos petits fils? Nous attendons tous une réponse positive.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/76886-frappe-par-le-terrorisme-le-sommet-sur-les-changements-climatiques-a-paris-se-heurte-a-dautres-graves-defis>



Radio Habana Cuba